

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

mettant en demeure la société PROPOLYS,  
exploitant une installation composée d'une station de transit d'ordures ménagères  
ainsi qu'une déchèterie publique et professionnelle  
sur le territoire de la commune de Bormes-les-Mimosas

**Le préfet, du Var**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L171-6, L171-7, L171-8, L171-10, L 172-1, L 511-1, L514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHÉ préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/14/MCI du 12 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1992, délivré à la Société Générale d'Environnement et Assainissement (SGEA) portant autorisation d'exploiter une station de transit d'ordures ménagères et une déchetterie, située Lieu-dit Manjastre Basse, 83230 Bormes-les-Mimosas ;

Vu le changement d'exploitant au bénéfice de la SAS PROPOLYS enregistré par la préfecture du Var le 7 mars 2016 ;

Vu la communication le 10 avril 2024 à la SAS PROPOLYS, du rapport de visite d'inspection et du projet d'arrêté portant mise en demeure relatifs aux installations susvisées, valant procédure contradictoire au sens des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement, de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, consécutifs au contrôle des installations précitées, le 14 novembre 2023 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 25 avril 2024 ;

Vu la réunion le 14 juin 2024 entre la SAS PROPOLYS et l'inspection des installations classées ;

Considérant que lors de la visite en date du 14 novembre 2023 des l'installation susdites, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions réglementaires visées ci-après :

- Arrêté ministériel du 6 juin 2018, en particulier les articles :
  - 4.1 concernant les moyens de lutte contre l'incendie ;
  - 5.3 concernant les valeurs limites de rejets ;
- Arrêté préfectoral du 30 janvier 1992, notamment son article :
  - 7 concernant la prévention de la pollution des eaux.

Considérant que les nouveaux équipements de lutte contre l'incendie mis en place très rapidement suite aux écarts relevés lors de la visite d'inspection doivent encore justifier de leurs performances ;

Considérant que le gros œuvre relève de la collectivité publique ;

Considérant la nécessité de reprendre tout le système de voirie et de collecte des eaux ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte des délais incompressibles nécessaires pour respecter le code de la commande publique ;

Considérant les documents remis lors de la réunion du 14 juin 2024 présentant le projet de mise en conformité des réseaux de collecte et de stockage des eaux susceptibles d'être polluées et celui des eaux pluviales, comprenant plusieurs étapes dont une phase pré-opératoire prévue en mai 2025 et, la fin des travaux prévue en juin 2028.

Considérant les résultats du rapport d'analyse des eaux rejetées, en date du 14 septembre 2023, émis par A2E Environnement qui montre des dépassements des valeurs limites d'émission dans l'eau ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS PROPOLYS de respecter les prescriptions des articles 4.1 et 5.3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé et de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1992 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Mise en demeure :**

La société SAS PROPOLYS, dont le siège social est situé, 109 rue Jean Aicard à Draguignan (83300), est mise en demeure de respecter, dans les délais fixés, les prescriptions, ci-après, pour l'exploitation d'une installation composée d'une station de transit d'ordures ménagères et d'une déchèterie aménagée pour les matériaux, objets ou produits triés



apportés par le public et les professionnels sise, Lieu-dit Manjastre Basse, 83230 Bormes-les-Mimosas :

- sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Les dispositions des articles :

- 4.1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en justifiant du débit global des poteaux incendie, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures, et des caractéristiques de débit et de pression des robinets d'incendie armés ;

- 5.3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en vérifiant le respect des valeurs limites imposées à ses rejets d'eau prélevés en aval des séparateurs d'hydrocarbures ;

- à fin mai 2025

- en transmettant le projet de l'assistant à maîtrise d'ouvrage de la collectivité et justifiant que les travaux prévus permettront de respecter toutes les prescriptions réglementaires applicables, concernant la gestion des eaux pluviales et celles susceptibles d'être polluées ;

- à fin juin 2028

- les travaux de mise en conformité du site.

## **Article 2 – Sanctions :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L171-8 du code de l'environnement et conformément aux dispositions de l'article L171-10 du code de l'environnement, l'autorité administrative, après en avoir préalablement informé le procureur de la République, pourra faire procéder par un agent de la force publique à l'apposition des scellés sur des installations maintenues en fonctionnement soit en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension prises en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7.

## **Article 3 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 4 : Mesures de publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la société SAS PROPOLYS.

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 5 : Voies et délais de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, pour information, au maire de Bormes-les-Mimosas, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Toulon, le

09 AOUT 2024

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
**Lucien GIUDICELLI**